

Table of Contents

<u>Un échec sur toute la ligne</u>	1
<u>Vivre son rêve sur le front</u>	3
<u>Faut-il négocier avec les talibans?; Cette perspective inquiète de nombreux Afghans, selon un représentant de l'ONU</u>	5
<u>Huit personnes tuées dans un attentat-suicide dans le sud de l'Afghanistan</u>	7

Un échec sur toute la ligne

PUBLICATION: Le Nouvelliste (Trois-Rivières)
DATE: 2007.09.18
SECTION: Opinions
PAGE: 9
COLUMN: Opinions des lecteurs
ILLUSTRATION: D'une perspective historique, nine eleven représente beaucoup plus qu'un spectacle morbide.
WORD COUNT: 686

Il y a quelques jours à peine était souligné le sixième anniversaire des attentats du 11 septembre 2001. De ces attaques du World Trade Center et du Pentagone, vous pouvez retenir le nombre de morts ou encore le caractère spectaculaire. Toutefois, d'une perspective historique, nine eleven représente beaucoup plus qu'un spectacle morbide. Il est un fait de civilisation, c'est-à-dire un tournant historique annonçant de sévères bouleversements idéologiques.

Aujourd'hui, en raison du traumatisme causé d'une part par la médiatisation abusive de l'événement (surinformation et désinformation) et d'autre part par les politiques xénophobes des républicains au pouvoir aux États-Unis, la façon de concevoir la différence – de s'en méfier – s'est trouvée complètement transformée. Autrement dit, en Occident, c'est tout le rapport à l'autre qui est devenu symptomatique de ces quelques heures de tourmente (dans les questions d'immigration, de multiculturalisme, de relations internationales ou simplement dans les questions de sécurité).

Sur la scène internationale, on le sait, deux importantes guerres ont été déclenchées par nos voisins du sud selon ces principes ethnocentriques.

Au lendemain du 11 septembre, les tenants de l'idéologie néo-conservatrice ont mis sur pied la fameuse Global War on Terror (GWOT). Selon cette approche géopolitique, le meilleur moyen de lutter contre le terrorisme islamiste est de se lancer à son assaut. Comment? A l'aide de guerres dites préventives. C'est ainsi qu'ont eu lieu les épisodes afghan d'octobre 2001 et irakien de mars 2003. Épisodes toujours en cours, dois-je le préciser.

Officiellement, au départ, la guerre en Afghanistan avait pour missions de chasser les talibans du pouvoir et de capturer le chef d'Al-Qaïda Oussama Ben Laden. Et pourtant! Aujourd'hui, les talibans continuent d'exercer un puissant contrôle – sinon politique, à tout le moins idéologique – au sud de l'Afghanistan (parlez-en à nos soldats canadiens sur place). Le barbu le plus célèbre du monde, quant à lui, semble aussi bien caché que le monstre du Loch Ness.

Pour nous, Canadiens, l'Afghanistan était l'occasion de participer à un effort de "démocratisation". Soyons lucides quelques instants! C'est le mouvement anti-guerre du début de l'année 2003 qui a poussé le gouvernement Chrétien de l'époque à refuser de s'investir en Irak. A ce moment, suivre les États-Unis dans leur action unilatérale aurait symbolisé rien de moins qu'un suicide politique pour bon nombre de gouvernements à travers le monde, dont le gouvernement libéral canadien. Victoire du mouvement pacifiste me direz-vous? Partielle seulement. Par ricochet, c'est ce même refus canadien de s'impliquer en Irak qui a mené nos soldats à jouer un rôle aussi stratégique en Afghanistan. D'où leur présence dans la région de Kandahar, soit la zone de loin la plus dangereuse du pays. Six ans après le 11 septembre 2001, il ne fait aucun doute que la lutte mondiale au terrorisme s'avère être un échec sur toute la ligne! Les politiques militaristes des États-Unis et de leurs alliés n'ont mené à rien de moins qu'une exacerbation des tensions interethniques à travers le monde entier. La démocratie dans tout ça? Elle progresse, me direz-vous. En réalité, je ne connais

aucun pays d'où la démocratie a germé des suites d'une invasion étrangère. Aussi dévoués puissent être nos soldats canadiens, leur mission est vouée à un échec tant et aussi longtemps que la présumée "stabilisation" du pays sera priorisée au détriment du développement d'infrastructures scolaires ou communautaires. La coopération internationale présuppose que l'action étrangère ne vient qu'en appui aux initiatives locales. Ainsi, quitte à délaissier temporairement les régions trop hostiles, il est nécessaire de revoir l'entièreté des objectifs de notre présence au Moyen-Orient. La mission canadienne est vouée à un échec tant et aussi longtemps que les Afghans percevront nos soldats comme des envahisseurs.

Daniel Landry enseignant de sociologie et d'histoire au Collège Laflèche

Vivre son rêve sur le front

PUBLICATION: Le Droit
DATE: 2007.09.18
SECTION: La Région
PAGE: 8
BYLINE: Gratton, Denis
WORD COUNT: 758

La conseillère municipale de Gatineau, Jocelyne Houle, et son mari, Robert Thibault, ont des sueurs froides à chaque fois qu'un incident se produit en zone de guerre en Afghanistan. Ils ont les yeux rivés sur la télé pour écouter chaque détail au Réseau de l'Information (RDI) jusqu'à ce qu'ils obtiennent l'assurance que leur fils, Alexandre, ne fait pas partie des blessés, ou pire, des morts.

Le caporal Alexandre Thibault, 22 ans, se trouve en Afghanistan avec le Royal 22^e régiment de Valcartier depuis la fin juillet. Chauffeur de véhicule blindé, il est pratiquement de toutes les missions périlleuses qu'entreprennent les soldats canadiens là-bas.

Il conduisait le véhicule blindé qui se trouvait juste devant celui qui a sauté en roulant sur une mine alors qu'ils avaient pris place le journaliste, Patrice Roy, et le cameraman, Charles Dubois. Son patron, l'adjudant-maître Mario Mercier et un technicien médical (Christian Duchesne) ont été tués dans cette attaque.

"Alexandre a été l'un des premiers à porter secours aux journalistes, a dit Mme Houle. Il m'a raconté que la scène était horrible à voir mais que sa priorité, sur le coup, était d'aider les survivants. Et quelques jours plus tard, quand des soldats et des journalistes de La Presse et de TVA ont pris dans une embuscade, Alexandre était du groupe. Donc inutile de vous dire que ce n'est pas facile pour son père et moi.

"Mais on ne peut pas vivre en se questionnant sans cesse sur les dangers de la mission de notre garçon. On peut juste en être fier et se répéter : "pas de nouvelles, bonnes nouvelles". Et quand on entend sa voix au bout du fil, ça nous rassure énormément. Mais j'avoue que ce n'est pas facile", d'ajouter la conseillère Houle.

Rêve de toujours

Pas facile, dit-elle, mais pas surprenant. Parce que c'est dès l'âge de six ans qu'Alexandre a annoncé à ses parents qu'il allait faire carrière dans l'armée.

"Et quand il a été admis au Collège militaire à l'âge de 17 ans, il nous a dit qu'il voulait aller au front et être sur le terrain, prêt à servir. Il savait dans quoi il s'embarquait et que ce ne serait pas facile, mais je peux sentir dans sa voix, quand il a la chance de m'appeler, qu'il est heureux, qu'il est là où il a toujours rêvé d'être.

"Oui, Alexandre a été secoué par les récents incidents, a poursuivi Mme Houle. Mais il n'a pas de regrets, il croit en la mission des soldats canadiens là-bas. Il m'a dit l'autre jour : "la télé vous présente seulement les images sensationnelles, vous ne voyez pas tout ce qu'on accomplit ici". Il est aussi déterminé qu'il l'était avant de quitter. Il est un exemple de courage et de détermination. Il est allé au bout de ses rêves et son père et moi ne pouvons qu'en être fiers. Extrêmement fiers."

Alexandre sera de retour à Buckingham samedi pour un congé de deux semaines. Puis il repartira pour l'Afghanistan et ne sera pas de retour avant le début du mois de mars. Pour la famille Thibault-Houle, ce sera un premier Noël sans lui.

"Alexandre, ses deux soeurs, son père et moi, formons une famille tellement tricotée serrée, j'aime mieux ne pas penser au prochain Noël", dit Mme Houle, les yeux rougis.

Mais elle se ressaisit vite quand on lui demande si l'armée canadienne devrait combattre en Afghanistan.

"Certaines personnes ont la perception que nos soldats sont envoyés là-bas pour servir de chair à canon. Ce n'est vraiment pas plaisant d'entendre de tels commentaires quand t'es parent d'un enfant qui se trouve là-bas, affirme-t-elle. Parce que ces jeunes soldats ont du courage, ils ont la fierté de ce qu'ils font. Et ils savent qu'ils font du bien, qu'ils aident.

"Est-ce qu'ils ont d'affaires là ? Ça, c'est une décision politique. Mais nos soldats là-bas croient en leur mission. Donc je pense qu'il faut les appuyer et les respecter. Les enjeux politiques, c'est autre chose et on passera notre message au gouvernement en temps opportun. Mais selon moi, ce sont deux dossiers séparés", de conclure Mme Houle.

Avis de recherche

Une lectrice m'a appelé la semaine dernière après avoir lu ma chronique intitulée "La Bonne nouvelle".

Cette dame voulait me laisser savoir qu'elle se mariera cette semaine. "Ça, c'est une bonne nouvelle !", a-t-elle dit dans son message. J'aimerais bien vous parler de votre mariage, chère Madame. Mais vous n'avez pas laissé votre nom ou vos coordonnées. Pourriez-vous me rappeler s'il vous plaît et me laisser votre numéro de téléphone. J'aimerais vraiment vous parler. J'attends de vos nouvelles. C'est-à-dire de votre "bonne nouvelle"... Merci.

Denis Gratton : 613 562-7531 dgratton@ledroit.com

Faut-il négocier avec les talibans?; Cette perspective inquiète de nombreux Afghans, selon un représentant de l'ONU

PUBLICATION: La Presse
DATE: 2007.09.18
SECTION: Monde
PAGE: A28
BYLINE: Gruda, Agnès
WORD COUNT: 721

Il y a une semaine, les talibans se sont montrés disposés à entreprendre des discussions de paix avec le gouvernement afghan. Ce geste d'ouverture marque un tournant dans l'histoire de l'insurrection afghane, estime le numéro deux de la mission de l'ONU dans ce pays, Chris Alexander.

Les conditions posées par les porte-parole des insurgés rendent ce dialogue fort improbable dans un avenir immédiat, reconnaît M.Alexander, selon qui cette perspective n'en inquiète pas moins ceux parmi les Afghans qui ont le plus souffert sous le règne des talibans, entre 1996 et 2001.

"Il y a des groupes qui deviennent assez nerveux quand on évoque l'hypothèse d'inclure les talibans dans un processus de réconciliation", a dit Christopher Alexander dans un entretien téléphonique avec La Presse, la semaine dernière.

Cette perspective crée des appréhensions au sein de l'Alliance du Nord qui avait appuyé les États-Unis et contribué au renversement des talibans, il y a six ans. "Mais vous avez aussi l'ethnie des Hazaras qui a été victimisée par les talibans de manière épouvantable, il y a les femmes afghanes qui ont tendance à se fâcher quand on parle d'intégrer une partie de ce groupe au consensus politique national", a détaillé M.Alexander.

Adjoint politique du chef de la mission de l'ONU en Afghanistan (UNAMA), M.Alexander a été ambassadeur du Canada dans ce pays de 2003 à 2005.

Il y a huit jours, les talibans ont répondu pour la première fois à l'invitation que leur a lancée à quelques reprises le président de l'Afghanistan, Hamid Karzaï. "Pour le bien et les intérêts de la nation, nous sommes prêts à des pourparlers avec le gouvernement", a déclaré un de leurs porte-parole, Youssouf Ahmadi.

Les talibans sont considérés comme des terroristes en Afghanistan et leur représentant a fait ces déclarations au téléphone, sans mentionner où il se trouvait et usant, selon toute probabilité, d'un nom d'emprunt.

Ils ont accompagné leur offre de deux conditions: que toutes les troupes étrangères se retirent de l'Afghanistan et que la Constitution afghane soit réécrite de manière à instaurer une "démocratie islamique". Ces conditions sont de toute évidence irrecevables, note M.Alexander, selon qui la réponse des talibans n'en constitue pas moins le "signe le plus important en faveur de la paix que tout ce qu'on a vu depuis quatre ans".

Mais ce pas symbolique franchi par les talibans est-il un signe de force ou de faiblesse de leur part? Selon le Globe and Mail, dont le correspondant Graeme Smith a interviewé plusieurs personnalités proches des insurgés, c'est parce qu'ils se sentent de plus en plus en situation de force que les talibans ont mis sur la table une offre aussi audacieuse.

Chris Alexander croit au contraire que c'est parce qu'ils sont vulnérables que les talibans ont saisi la main tendue du président Karzaï. "Les talibans ont subi des pertes importantes dans leur haut commandement cet été, avec la mort du mollah Dadullah par exemple, et plusieurs d'entre eux ont été arrêtés ou tués dans les zones frontalières considérées comme leurs sanctuaires", fait-il valoir.

Un schisme?

Chris Alexander juge d'ailleurs que les talibans sont de plus en plus divisés sur la stratégie à adopter dans les mois à venir. Certains s'accrochent à la violence alors que d'autres se montrent plus ouverts au compromis.

Ce sont ces derniers, des talibans modérés, qui ont négocié la libération des otages sud-coréens, fin août, dit Chris Alexander. Un spécialiste américain de l'Afghanistan, Barnett Rubin, croit que les talibans ont alors réussi leur coup de maître, se positionnant comme des interlocuteurs valables sur la scène internationale.

Évoquée de plus en plus souvent, la perspective d'une négociation avec les talibans reste très peu probable, dit Mark Snyder, expert de ce pays au sein de l'International Crisis Group. "Rien ne permet de croire que les talibans accepteraient d'adhérer à la structure de gouvernement actuelle", constate-t-il.

Selon lui, certains commandants insurgés pourraient effectivement amorcer des négociations avec le président Karzaï – mais la majorité d'entre eux continuent de penser qu'ils réussiront à renverser le gouvernement actuel par la violence, qui ne cesse de s'accroître.

CONFÉRENCE SUR L'AFGHANISTAN

Chris Alexander, représentant spécial adjoint du secrétaire général de l'ONU en Afghanistan, et Barnett Rubin, du Centre of International Cooperation de l'Université de New York, participeront au colloque Le Canada face au défi afghan qui se tient à compter de demain, et jusqu'à vendredi, au Centre Mont-Royal, au 2200, Mansfield, à Montréal.

Huit personnes tuées dans un attentat–suicide dans le sud de l'Afghanistan

DATE: 2007.09.17
KEYWORDS: INTERNATIONAL
PUBLICATION: pcf
WORD COUNT: 127

KANDAHAR (AP) -- Un kamikaze s'est fait exploser lundi dans un bâtiment du gouvernement dans le sud du pays, tuant huit personnes, dont quatre policiers, ont annoncé des responsables.

Le chef de la police du district fait partie des sept personnes blessées dans l'attentat du centre du district Nad Ali, dans la province d'Helmand, a précisé le chef du district Mehbob Khan. Quatre civils figurent parmi les huit victimes.

C'est dans la province d'Helmand que se produit la majorité des affrontements entre les talibans et les forces internationales ces derniers mois, et a connu les combats les plus sanglants ces deux dernières années.

Plus de 4.300 personnes, principalement des combattants, ont été tués cette année dans des violences, selon un décompte de l'AP réalisé à partir des chiffres des responsables afghans et occidentaux. AP

ljg/v307